

SOUS EMBARGO JUSQU'À MARDI 25 JANVIER 2022 À 6 H 01 CET /00 H 01 HNE

L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2021 RÉVÈLE UNE DÉCENNIE DE NIVEAUX DE CORRUPTION STAGNANTS, SUR FOND D'ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME ET DE DÉCLIN DÉMOCRATIQUE

27 pays affichent des résultats historiquement bas

Berlin, 25 janvier 2022 – L'Indice de perception de la corruption (IPC) 2021 publié aujourd'hui par Transparency International montre que les niveaux de corruption restent au point mort dans le monde, 86 % des pays n'ayant que peu progressé, voire aucunement, au cours des dix dernières années.

Transparency International constate que les pays qui violent les libertés civiles enregistrent constamment un score plus bas dans l'IPC. La complaisance dans la lutte contre la corruption exacerbe les atteintes aux droits de l'homme et sape la démocratie, ce qui débouche sur une spirale infernale. Au fur et à mesure que les droits et les libertés s'amenuisent et que la démocratie s'affaiblit, l'autoritarisme s'installe, entraînant des niveaux de corruption encore plus élevés.

Delia Ferreira Rubio, présidente de Transparency International, a déclaré :

« Les droits humains ne sont pas qu'un atout agréable dans la lutte t contre la corruption. Les régimes autoritaires détruisent les systèmes d'équilibre de pouvoirs indépendants et rendent les efforts de lutte contre la corruption tributaires des caprices d'une élite. Faire en sorte que les gens puissent s'exprimer librement et travailler collectivement pour exiger du pouvoir qu'il rende des comptes est la seule voie durable vers une société exempte de corruption. »

FAITS À RETENIR AU NIVEAU MONDIAL

L'IPC classe 180 pays et territoires selon le niveau de **corruption perçu dans le secteur public**, sur une échelle qui va de zéro (fortement corrompu) à 100 (faiblement corrompu).

La moyenne mondiale de l'IPC reste inchangée pour la dixième année consécutive, se situant à 43, les deux tiers des pays obtenant un score inférieur à 50.

- Les pays les mieux classés sont le **Danemark** (88), la **Finlande** (88) et la **Nouvelle-Zélande** (88), également en tête de liste dans [l'Indice de démocratie](#) pour ce qui concerne les libertés civiles.

- La **Somalie** (13), la **Syrie** (13) et le **Soudan du Sud** (11) restent au bas de l'échelle de l'IPC. La Syrie est également classée au dernier rang en matière de libertés civiles – la Somalie et le Soudan du Sud ne figurant pas dans cet indice.
- 27 pays, dont **Chypre** (53), le **Liban** (24) et le **Honduras** (23), enregistrent des scores historiquement bas cette année.

Au cours de la dernière décennie, 154 pays ont soit décliné, soit réalisé des progrès insignifiants.

- Depuis 2012, 23 pays ont sensiblement reculé dans l'IPC – dont des économies avancées comme **Australie** (73), **le Canada** (74) et les **États-Unis** (67), ce dernier sortant pour la première fois de la liste des 25 nations les mieux notées.
- En même temps, 25 pays ont nettement amélioré leurs scores, notamment **l'Estonie** (74), **les Seychelles** (70) et **l'Arménie** (49).

CORRUPTION, DROITS DE L'HOMME ET DÉMOCRATIE

Alors que les efforts de lutte contre la corruption stagnent et se dégradent, les droits de l'homme et la démocratie sont attaqués. Ce n'est pas une coïncidence. Certains gouvernements continuent de prétexter la pandémie de COVID-19 pour battre en brèche les droits de l'homme et la démocratie, ce qui pourrait conduire à un déclin encore plus marqué dans le monde dans les années à venir.

Sur les 23 pays dont le score dans l'IPC a sensiblement faibli depuis 2012, 19 voient également leur classement en matière de libertés civiles chuter. En outre, sur [les 331 cas](#) d'assassinat de défenseurs des droits humains enregistrés en 2020, 98 % se sont produits dans des pays dont le score dans l'IPC est inférieur à 45.

- Les **Philippines** continuent de chuter depuis 2014, avec un score de 33, le président Rodrigo Duterte n'ayant cessé de réprimer la liberté d'association et la liberté d'expression depuis son élection. Ce pays connaît également un taux exceptionnellement élevé de meurtres de défenseurs des droits de l'homme, puisque 20 d'entre eux ont été tués en 2020.
- Au **Venezuela**, le gouvernement du président Nicolás Maduro a réprimé la dissidence de ses opposants politiques, de journalistes et même de travailleurs du secteur de la santé. Le pays a considérablement chuté dans l'IPC au cours de la dernière décennie, obtenant sa note la plus basse en 2021 qui est de 14.
- Le **Mali** est confronté à des crises politiques, institutionnelles et sécuritaire : trois coups d'État militaires ont été commis au cours des 10 dernières années. Son score IPC a chuté à 29 et son score en matière de libertés civiles est également en pente descendante, car les conflits armés en cours empêchent le fonctionnement normal de l'État, ce qui conduit à un cercle vicieux de corruption et de violations des droits de l'homme.

- Et même parmi les démocraties, la dernière décennie a vu un recul à la fois sur le front des efforts de lutte contre la corruption et sur celui des droits de l'homme. Le score des libertés civiles de la **Pologne** a reculé et son IPC a chuté à 56, alors que le gouvernement sévit contre les activistes en faisant adopter des textes contre les insultes et en limitant sévèrement la liberté des médias.

Transparency International appelle les gouvernements à respecter leurs engagements en matière de lutte contre la corruption et de respect des droits de l'homme, et les peuples du monde entier à s'unir pour exiger un changement.

Daniel Eriksson, directeur général de Transparency International, a déclaré :

« Dans des contextes autoritaires où le contrôle sur le gouvernement, les entreprises et les médias est aux mains de quelques-uns, les mouvements sociaux restent le dernier contrepoids face au pouvoir. C'est le pouvoir détenu par les enseignants, les commerçants, les étudiants et les gens ordinaires de tous les milieux qui, en fin de compte, permettra la redevabilité . »

À propos de l'Indice de perception de la corruption

Depuis sa création en 1995, l'Indice de perception de la corruption est devenu le principal indicateur de la corruption dans le secteur public au niveau mondial . Il classe 180 pays et territoires dans le monde en fonction de la perception de la corruption dans le secteur public, à l'aide de données provenant de 13 sources externes, dont la Banque mondiale, le Forum économique mondial, des entreprises privées de conseil et de gestion des risques, des groupes de réflexion et d'autres. Les scores reflètent les points de vue d'expert(e)s, et d'hommes et femmes d'affaires.

Le système de calcul de l'IPC est régulièrement revu pour garantir autant que possible sa robustesse et sa cohérence, et en 2017 il l'a été par le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Depuis 2012, tous les scores de l'IPC sont comparables d'une année une autre. Pour plus d'informations, voir l'article : [L'abc de l'IPC : Comment l'Indice de perception de la corruption est-il calculé ?](#)

Notes aux éditeurs

- Les pays suivants ont vu leur score dans l'IPC considérablement décliner au cours des 10 dernières années : **Australie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Canada, Chili, Chypre, Guatemala, Honduras, Hongrie, Liban, Libéria, Luxembourg, Mali, Mongolie, Nicaragua, Philippines, Pologne, Sainte-Lucie, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, États-Unis d'Amérique** et **Venezuela**.
- Les pays suivants ont vu leur score dans l'IPC progresser considérablement au cours des 10 dernières années : **Afghanistan, Angola, Arménie, Autriche, Bélarus, Chine, Côte d'Ivoire, Estonie, Éthiopie, Grèce, Guyana, Italie, Lettonie, Moldavie, Myanmar, Népal, Paraguay, Sénégal, Seychelles, Corée du Sud, Tanzanie, Timor-Leste, Ukraine, Ouzbékistan, Vietnam**.

- Les 27 pays suivants sont à leur score le plus bas depuis la première année de comparabilité des données disponibles (2012) : **Australie, Belgique, Botswana, Canada, Comores, Chypre, Dominique, Eswatini, Honduras, Hongrie, Israël, Liban, Lesotho, Mongolie, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Philippines, Pologne, Serbie, Slovénie, Soudan du Sud, Suisse, Thaïlande, Turquie et Venezuela.**
- Le rapport sur l'IPC de 2021, qui contient les recommandations de Transparency International, peut également être consulté.

Demandes d'interviews

En cas de questions portant spécifiquement sur un pays, merci de contacter [les sections nationales de Transparency International](#).

En cas de questions concernant les conclusions générales, au niveau régional et mondial, merci de contacter le Secrétariat de Transparency International à l'adresse suivante : press@transparency.org.